

Réponse de GRDF à la consultation publique N°2019-005 du 27 mars 2019 relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel.

Q1 : Quel calendrier vous semble le plus adapté pour mettre en œuvre les évolutions de structure des tarifs ATRD qui seront retenues ?

Réponse GRDF :

En préambule, GRDF rappelle que les évolutions envisagées/envisageables ont essentiellement pour objectif d'améliorer la qualité de la tarification et notamment de refléter autant que faire se peut dans la tarification les coûts générés par les clients au travers de leur utilisation du réseau et de leur impact en termes de dimensionnement de ce réseau. Il est cependant nécessaire de faire un compromis entre simplicité/complexité et détérioration/amélioration du reflet des coûts.

Les évolutions de structure envisagées ne sont pas toutes de même nature. Certaines évolutions ne demandent pas de modifications des systèmes d'information de GRDF et des fournisseurs alors que d'autres nécessitent une adaptation importante avec un délai de mise en œuvre conséquent.

GRDF ne trouve pas normal de devoir aligner le calendrier de mise en œuvre des évolutions de la structure tarifaire de GRDF qui concerne plus de 11 millions de clients, avec celui des ELD, dont le périmètre est plus restreint.

Cet alignement est lié au principe d'homothétie retenu par la CRE pour le tarif des ELD ou des DSP non péréquées par rapport à celui de GRDF. Ce principe impose non seulement que les structures de grilles soient identiques pour toutes les entités/concessions concernées mais également que tous les paramètres d'une grille d'une concession donnée soient un multiple unique de tous les paramètres de la grille de GRDF. Si la première condition se comprend aisément pour des raisons de simplification, il ne semble pas forcément beaucoup plus coûteux ou complexe en matière de développement informatique d'avoir un tableau comportant l'ensemble des paramètres de la grille tarifaire de GRDF et un tableau indiquant les coefficients multiplicateurs pour les différentes communes ou un tableau par commune.

Ce principe d'homothétie se révèle donc extrêmement contraignant en matière d'évolution de la structure tarifaire et ne reflète pas la structure des portefeuilles clients ni la structure de coût des entités/concessions concernées.

Ainsi, GRDF n'est pas favorable à une mise en œuvre des évolutions envisagées par la CRE au 1^{er} juillet 2022, ces évolutions ayant un impact significatif sur le calcul du tarif ATRD de GRDF. Par ailleurs, la part fixe du chiffre d'affaires d'acheminement des distributeurs de gaz naturel n'est pas couverte au CRCP (contrairement aux distributeurs d'électricité). Enfin les fournisseurs choisissent la tranche tarifaire de leurs clients et sont susceptibles de réoptimiser leur portefeuille en cas d'évolution de structure tarifaire faisant ainsi porter un risque important à GRDF sur le recouvrement du revenu autorisé.

GRDF propose le calendrier suivant avec plusieurs dates de mise en œuvre échelonnées entre le 1^{er} juillet 2020 et le 1^{er} juillet 2024 :

- S'agissant de la dégressivité de la tarification de la capacité de l'option T4 au-delà d'un certain seuil, GRDF souhaite une mise en œuvre dès l'entrée en vigueur du tarif ATRD6, au 1^{er} juillet 2020, pour limiter dès que possible les distorsions tarifaires avec le tarif ATRT,
- L'abaissement du seuil entre les options T1 et T2 de 6 à 4 MWh pourrait être réalisé au 1^{er} juillet 2022,
- En revanche, l'introduction d'un terme de capacité pour l'option tarifaire T3 demande une évolution des systèmes d'information, en particulier « OMEGA » pour GRDF, mais probablement également pour ceux des fournisseurs, beaucoup plus lourde et coûteuse. Il est à noter également qu'une telle évolution viendrait s'ajouter aux évolutions déjà planifiées pour les deux prochaines années. GRDF ne souhaite pas implémenter cette évolution en cours de période tarifaire, au 1^{er} juillet 2022, et souhaite reporter cette évolution pour l'option T3 au 1^{er} juillet 2024.
- Enfin, la scission du T2 en deux n'est pas envisageable avant le 1^{er} juillet 2024.

Q2 : Êtes-vous favorable à ce que la continuité tarifaire entre deux options tarifaires soit établie sans tenir compte de la CTA ?

Réponse GRDF :

Etablir la continuité aux seuils entre options tarifaires sans la CTA n'a pas d'impact sur l'ATRD en tant que tel et ne perturbe ni la tarification ni le revenu autorisé. La CTA s'applique de toute façon sur les termes fixes de l'ATRD. Elle sera bien prise en compte dans la facture finale des clients.

Néanmoins, ne pas prendre en compte la CTA dans l'établissement des seuils de coupure entre les différentes options crée des incohérences entre la structure du portefeuille de clients et le signal tarifaire envoyé à ces clients, dès lors que le choix de l'option tarifaire est laissé au fournisseur. Ainsi, si l'on considère qu'un seuil de consommation unitaire de 4 MWh/an permet de segmenter au mieux la clientèle entre les usages chauffage d'une part, et les usages cuisson et eau chaude sanitaire d'autre part, fixer à ce niveau le seuil de coupure T1/T2 sans considérer la CTA revient à ce que la décision de rattacher un client à l'option T1 ou à l'option T2 soit prise sur la base d'un seuil différent. Par exemple, le fournisseur d'un client consommant 4,5 MWh par an aura vraisemblablement intérêt dans ce cas à le rattacher à l'option T1.

GRDF y voit en outre un risque supplémentaire d'optimisation tarifaire par les fournisseurs qui tiennent compte de l'ensemble des éléments de la facture finale des clients y compris les taxes. Les optimisations résultantes conduiront vraisemblablement à modifier la répartition des clients par options tarifaires. Comme GRDF n'est pas couvert sur les recettes liées aux abonnements, GRDF demande à être couvert sur les écarts des termes fixes liés aux clients mal tarifés.

GRDF a réalisé plusieurs simulations de factures finales au Tarif Réglementé de Vente en tenant compte de l'abaissement du seuil du 6 à 4 MWh entre T1 et T2 et en retirant la CTA du calcul des seuils entre options tarifaires. Ces deux éléments ont un impact sur les factures des petits consommateurs ayant une consommation annuelle inférieure à 1 MWh qui verraient leurs factures finales augmenter de 5 à 10%.

Q3 : Êtes-vous favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 MWh à 4 MWh ?

Réponse GRDF :

GRDF est favorable à cette évolution : elle avait été proposée dès les discussions ATRD4 car le seuil de 4 MWh est plus représentatif de l'usage.

En effet, les analyses statistiques réalisées par GRDF sur le portefeuille montrent qu'au-delà de 4 MWh apparaissent de plus en plus de clients ayant un usage chauffage. Cette évolution est notamment liée à la croissance du nombre de « petits logements » chauffés au gaz dans des bâtiments bien isolés. Cet abaissement du seuil à 4 MWh permettrait de mieux séparer les clients ayant un usage du gaz non climatique (cuisson et/ou eau chaude sanitaire) des clients utilisant le gaz pour se chauffer dans un objectif d'amélioration de la qualité de la tarification.

Q4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T1 et T2 et celle entre les profils P011 et P012 doit être recherchée ?

Réponse GRDF :

Si le seuil entre les options tarifaires T1 et T2 passe effectivement de 6 à 4 MWh, GRDF souhaite que les profils P011 et P012 évoluent simultanément et soient basés sur le même seuil. Cela est d'autant plus cohérent que le nouveau profil P011 qui s'appliquerait serait de nouveau « non climatique »¹. L'évolution concomitante des profils et du seuil T1/T2 est d'autant plus pertinente, qu'elle permettra d'améliorer les allocations des quantités journalières et le calcul des CAR unitaires

Q5 : Êtes-vous favorable au principe d'une scission de l'option tarifaire T2 ?

Réponse GRDF :

L'option T2 regroupant plus de 7 millions de consommateurs, GRDF est sur le principe favorable à cette proposition mais la considère prématurée. GRDF ne dispose pas en effet de données suffisantes à ce jour pour mener à bien une analyse sur les profils de consommations et déterminer un seuil pertinent qui permettrait d'améliorer la qualité de la tarification. Des analyses statistiques sur les usages laissent penser qu'une coupure autour de 30 MWh serait intéressante mais les profils des consommateurs de cette option tarifaire étant très variés, GRDF souhaite pouvoir exploiter les données de consommation des consommateurs équipés de compteurs intelligents avant de se prononcer. Ces études pourront être réalisées quand les données de consommations des compteurs Gazpar seront suffisamment nombreuses et représentatives (en termes de zones géographiques couvertes notamment, typologies de clients, zones urbaines/zones rurales) pour des analyses statistiques. Il sera également nécessaire de disposer d'un échantillon de 2 ou 3 cycles annuels complets au minimum avec les données journalières apportées par le déploiement du projet de compteurs communicants Gazpar. En conséquence, GRDF juge plus pertinent d'envisager la mise en œuvre de cette scission pour l'ATRD7 si elle est toujours jugée pertinente au terme des analyses qui auront été réalisées.

La pertinence d'une extension du système de capacité journalière envisagée pour les T3 aux gros consommateurs T2 actuels ne peut également être exclue à ce stade (ce qui reviendrait à baisser le seuil T2/T3). Dans ce cadre, une évolution du système de profilage, a minima pour les PCE situés dans la tranche supérieure de l'option T2, semblerait indispensable pour que leur profil puisse refléter le type d'usage et la modulation réelle de leurs consommations (par exemple sur un critère de part hiver comme pour la segmentation MM actuelle).

Dans le cadre d'une complexification de l'option tarifaire T2 et si la notion de capacité journalière est introduite pour une partie de ces PCE, il serait nécessaire que le nouveau critère de détermination du tarif ne soit pas au libre choix du fournisseur mais estimé par GRDF.

Q6 : Voyez-vous d'autres évolutions qu'il serait souhaitable d'étudier sur le sujet des seuils entre options tarifaires ?

Réponse GRDF :

GRDF s'interroge sur l'intérêt d'abaisser le seuil entre les options T3 et T4 ou de mettre en place un dispositif contraignant pour éviter un arbitrage entre ces deux tranches tarifaires. GRDF constate en effet que, suite à l'application de la délibération du 3 mars 2016 sur les fréquences standards de relève, le nombre de T3 ayant une fréquence de relève journalière (dits « JJ ») est plus important : en janvier 2019, on compte plus de 950 Points De Livraison (PDL) JJ soit près de 1% de tous les T3. La Consommation Annuelle de Référence (CAR) moyenne de cette population est de l'ordre de 6,3 GWh donc largement supérieure au seuil de 5 GWh. Ces clients du point de vue des coûts et du

¹ Le profil P011 a été rendu légèrement climatique pour prendre en compte la part croissante des clients chauffage dans la tranche tarifaire T1 et améliorer la qualité des allocations des quantités journalières.

dimensionnement des réseaux sont semblables aux clients de l'option T4 et cela ferait du sens qu'ils paient un tarif identique à celui des T4. L'abaissement du seuil pourrait constituer une alternative à l'introduction d'une part capacitaire pour l'ensemble des clients T3 et son impact SI serait probablement plus limité.

Q7 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en matière de rééquilibrage des charges supportées par les consommateurs de chaque option tarifaire ?

Réponse GRDF :

GRDF est plutôt favorable à un rééquilibrage des charges supportées par les consommateurs des options T2 et T3, dans la mesure où les hausses de facture restent limitées pour les consommateurs. GRDF précise néanmoins que le cas des clients actuellement mal tarifés en raison d'un arbitrage tarifaire est à exclure, puisque ces points tirent bénéfice du système actuel et n'étant pas dans la bonne option tarifaire, les revenus qu'ils génèrent sont inférieurs aux coûts qu'ils occasionnent.

L'ajout d'un terme proportionnel à la capacité pour l'option T3 pourrait peut-être aider à ce rééquilibrage. GRDF tient à rappeler la complexité de l'exercice de calage des termes de la grille tarifaire : la prise en compte de toutes les contraintes en particulier la continuité aux seuils entre options tarifaires et la récupération du Revenu Autorisé par les recettes rend difficile l'exercice d'égalité parfaite entre les revenus et les coûts alloués pour chaque option tarifaire.

Q8 : Que pensez-vous du principe de différencier la tarification des T3 pour refléter leur hétérogénéité ?

Réponse GRDF :

GRDF est favorable au principe de différencier la tarification des T3 pour mieux refléter leur hétérogénéité. Les consommateurs T3 ont en effet des usages très variés et sollicitent le réseau de manières très différentes. Prendre en compte les profils dans la tarification permet en effet de différencier les clients selon la façon dont ils sollicitent le réseau.

Cette évolution, en fonction des modalités retenues, peut toutefois avoir des conséquences importantes sur les systèmes d'information de GRDF et des fournisseurs, et donc un impact en termes de coûts et de délais de mise en œuvre (cf. question 1).

Q9 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un terme proportionnel à la capacité journalière pour l'option T3 ? Que pensez-vous d'utiliser la capacité journalière normalisée ?

Réponse GRDF :

Dans les travaux menés par GRDF sur la structure tarifaire et présentés à la CRE, GRDF n'a pas simulé l'introduction d'un terme de capacité pour l'option T3 et n'est pas en mesure à ce stade d'évaluer la pertinence de cette mesure et son impact sur les factures finales des consommateurs.

La capacité journalière normalisée est calculée sur la base de coefficients de profils et représente la capacité au risque froid 2%. Elle n'est pas représentative de la capacité journalière maximale et n'est pas directement comparable à la CJA (Capacité Journalière d'Acheminement) des T4. Par ailleurs, il y a une certaine distorsion selon les profils : les profils très climatiques (P018 et P019) ont une CJN très importante alors que les CJN associées aux profils non climatiques tels que P013 et P014 sont très peu importantes, ce qui peut poser souci dans certains cas atypiques où le profil et donc la CJN calculée sont peu représentatifs de la sollicitation de pointe réelle du réseau par le PCE (ex : solution appoint secours, cogénération...).

Les études réalisées dans le cadre du GT2 en 2018 n'ont pas permis de mettre en évidence de proposition de segmentations MM davantage représentative de la consommation de pointe unitaire.

A ce jour, GRDF ne dispose pas de données fiables et opposables pour déterminer une capacité d'acheminement réelle et opposable des T3. Avec l'implémentation du projet SAT3LLITE sur la période 2020-2024, GRDF pourra utiliser des données plus précises et déterminer une capacité individualisée pour chaque client T3, cette capacité n'étant pas sujette à des pénalités de dépassements. Cela serait par ailleurs compatible avec le calendrier souhaité par GRDF, à savoir une mise en place au 1^{er} juillet 2024.

Q10 : Êtes-vous favorable au principe d'appliquer une dégressivité à la tarification de la capacité de l'option T4 au-delà d'un certain seuil ?

Réponse GRDF :

Dans l'optique de limiter les distorsions tarifaires entre les clients situés sur le réseau de distribution et ceux situés sur le réseau de transport, GRDF souhaite appliquer une dégressivité à la tarification de la capacité de l'option T4, et demande une mise en œuvre dès le 1^{er} juillet 2020. De façon à avoir une modification progressive, GRDF propose d'appliquer un premier seuil en 2020 de 500 MWh/jour et de revoir ce seuil ou les composantes du tarif T4 à la baisse en 2022.

La structure tarifaire actuelle pénalise les clients ayant de très grosses capacités car elle ne reflète pas les importants effets d'échelle liés à l'augmentation du diamètre du raccordement d'un client. Le tarif de proximité TP créé en 2005 pour limiter les distorsions tarifaires pour les clients proches du réseau de transport ne permet de pas répondre à cette problématique de façon satisfaisante.

Tous les travaux menés par GRDF sur ce thème depuis 2015 et communiqués à la CRE conduisent à la même conclusion. Le coût de la capacité n'est pas linéaire car la capacité apportée par l'augmentation du diamètre de raccordement (pour les clients qui le justifient) est très importante alors que le surcoût d'investissement est limité.

En outre, cette distorsion tarifaire transport/distribution, non résolue par le tarif de proximité, peut inciter certains clients à tenter de contourner le code de l'énergie et à demander un raccordement direct au réseau de transport. En effet, pour les clients ayant des Capacités Journalières d'Acheminement CJA importantes, le coût d'un raccordement au réseau de transport peut s'avérer très rentable par rapport au paiement annuel du tarif d'acheminement distribution, et ce malgré l'existence du tarif de proximité. Il convient donc de supprimer rapidement cet effet de seuil transport/distribution, raison pour laquelle GRDF demande la mise en œuvre de cette disposition dès le 1^{er} juillet 2020

Q11 : Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Les coûts de raccordement facturés aux producteurs de biométhane, en addition à la prestation de Service d'injection de biométhane définie au Catalogue des prestations de GRDF, incitent déjà les porteurs de projets à réduire les contraintes sur le réseau notamment en se regroupant et en se rapprochant des réseaux. GRDF ne considère pas pertinent de créer un signal économique supplémentaire. Toutefois, dans l'attente de la sortie du décret sur le droit à l'injection, le signal économique est considéré comme insuffisant et potentiellement inéquitable. A titre d'exemple, dans le cas des ouvrages mutualisés, il répercute l'essentiel des coûts au premier porteur de projet.

GRDF est favorable à une répartition entre tous les producteurs des coûts des ouvrages mutualisés restant à leur charge indépendamment de la chronologie des raccordements. Cela permettra d'optimiser les coûts globaux des réseaux.

Q12 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure des tarifs ATRD ?

Compensation stockage

Globalement GRDF constate à la lecture des deux consultations publiques sur les structures tarifaires Transport et Distribution que la CRE n'envisage que peu de mesures pour réduire les distorsions tarifaires importantes qui existent pour les grands clients industriels selon qu'ils sont raccordés directement au réseau de transport ou au réseau de distribution.

Ces distorsions sont d'autant plus préoccupantes qu'elles concernent des industriels qui exercent des activités en concurrence.

Pour autant, GRDF ne peut que constater la multiplication des demandes ou tentatives de contournement du code de l'énergie de la part d'industriels pour obtenir un raccordement direct au réseau de transport. Il importe donc de réduire rapidement ces distorsions pour répondre aux demandes légitimes des industriels traités aujourd'hui de façon discriminatoire.

En conséquence, GRDF ne peut être d'accord avec la proposition de la CRE concernant le maintien du statu quo sur l'assiette de la compensation stockage en l'absence de mise en place d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage pour les clients interruptibles.

Cette proposition est inacceptable d'autant plus qu'aucun des acteurs les plus directement concernés par la définition de ce dispositif d'interruptibilité n'a probablement d'intérêt à sa mise en place rapide. GRDF considère au contraire que l'élargissement immédiat de l'assiette de la compensation stockage est le seul moyen de faire bouger rapidement les acteurs concernés sur la mise au point d'un dispositif d'interruptibilité pertinent et non discriminatoire et donc applicable aussi bien aux clients raccordés au réseau de distribution qu'à ceux raccordés au réseau de transport, à caractéristiques équivalentes de consommation.

Souscriptions mensuelles

GRDF s'étonne de la proposition faite par la CRE à la question 17 de la consultation publique relative au transport. « **Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?** ».

En effet, cette question aurait dû également figurer dans la consultation publique relative à la distribution puisque l'on découvre dans l'exposé des motifs que « *La CRE souhaite que les coefficients restent les mêmes en transport et en distribution. Si une évolution des coefficients est décidée, elle s'appliquera donc à la fois dans les tarifs de transport et dans les tarifs de distribution.* »

GRDF regrette donc de ne pas avoir été informée par les services de la CRE de cette proposition. Outre le fait que son impact sur les revenus distribution n'a pas pu être estimé tant pour GRDF que pour les ELD, GRDF considère que cette question aurait dû être examinée dans sa globalité, la question de l'abaissement du coefficient mensuel de mois de décembre pouvant également se poser. GRDF s'étonne également que la CRE souhaite mettre en œuvre simultanément cette disposition en transport et en distribution et ne précise pas de date d'application.

Clients à profils atypiques (sucriers/enrobés routiers/sécheurs de céréales/de pruneaux...)

GRDF considère que la tarification actuelle répond assez mal aux problématiques de clients présentant des profils atypiques, qui notamment ne sollicitent pas le réseau en période de pointe de froid. Cette absence de réponse appropriée peut d'ailleurs les conduire à souscrire un tarif T3 alors que leur niveau de consommation relève de la tranche T4.

En conséquence, il serait plus judicieux de proposer un tarif adapté à ce type de profils à faible pointe hiver en tenant compte de leurs spécificités et en coordination avec les opérateurs de transport.